

D 1013 EL SALVADOR: LE DIALOGUE EN PANNE

Suite à une première rencontre officielle entre le gouvernement et l'opposition à La Palma (cf. DIAL 977), une deuxième a eu lieu à Ayagualo le 30 novembre 1984. Depuis, tout est à nouveau bloqué en raison des pressions de l'armée et de l'extrême-droite du major d'Aubuisson. Les assassinats de l'Escadron de la mort ont repris avec une intensité accrue. L'opposition a néanmoins adressé en février 1985 une demande formelle de reprise des négociations.

En premier document, ci-dessous, nous donnons un résumé de la rencontre d'Ayagualo, tiré de la revue "Proceso" d'El Salvador, n° 168, du 3 décembre 1984.

En second document vient le texte de la violente diatribe contre l'archevêque de San Salvador, médiateur dans les négociations politiques en cours. Elle a paru en décembre dans la presse nationale et est signée d'un certain "Mouvement traditionnel catholique", dirigé (d'après la revue "Resumen") par José Hernández, Roberto Corrales, Margarita María Zelaya et Lilliam Diaz Sol. C'est le lieu de rappeler que Mgr Romero, avant son assassinat, avait fait l'objet de campagnes similaires.

— Note DIAL —

1- La rencontre gouvernement / FDR-FMLN à Ayagualo (30 novembre 1984)

AYAGUALO

Bien qu'elle se soit déroulée conformément aux accords de La Palma, la deuxième rencontre entre représentants du gouvernement et du FDR-FMLN, tenue à Ayagualo le 30 novembre 1984, a mis en évidence la fragilité et la vulnérabilité de la tentative de dialogue, les forces puissantes qui s'y opposent et la distance réelle séparant les positions des deux parties.

Les problèmes

Aux difficultés présentées par l'Association nationale de l'entreprise privée (ANEP) se seraient ajoutées, au cours des deux dernières semaines, les réserves de la part de l'armée. D'après des sources de l'Eglise catholique, l'armée aurait remis en question la continuation du dialogue en raison tant de l'augmentation des opérations militaires enregistrée après la réunion de La Palma, que des craintes, apparemment confirmées, que le colonel Domingo Monterrosa serait mort par suite du sabotage par la guérilla de l'hélicoptère dans lequel il avait pris place le 19 octobre.

Apparemment, la décision de tenir la réunion d'Ayagualo n'a été prise qu'après la rencontre du président Duarte avec le haut commandement de l'armée et une soixantaine d'officiers le 19 novembre. Au cours de cette réunion, les militaires auraient été d'accord de continuer à soutenir le dialogue à condition que le président de la République n'arrive pas à des accords violant la Constitution. Tout particulièrement, ils auraient insisté pour qu'il ne soit pas discuté d'accords sur le partage du pouvoir ou sur l'incorporation de l'armée révolutionnaire dans les forces armées, en cas d'accord de paix. Dans des réunions privées avec l'Association de l'entreprise privée et l'armée, le président aurait promis qu'il ne serait pas offert aux Fronts(1) plus qu'un "espace politique" pour se présenter aux élections.

M. Duarte a confirmé la réunion "avec tous les commandants de l'armée" pour "les informer sur mes conceptions politiques concernant la recherche de la paix". D'après lui, les officiers présents auraient répondu "par un appui total envers toute décision que nous prendrons en la matière". Il a cependant ajouté qu'"il ne fait aucun doute - et je ne peux ignorer les rumeurs - que certaines personnes de la droite ont cherché à entrer en contact avec les militaires pour essayer d'interrompre le processus de pacification". Mais, a-t-il conclu, "leur tentative a échoué et la réponse des commandants de l'ensemble du pays a été positive".

D'après New York Times, un haut fonctionnaire ayant participé aux réunions gouvernementales pour préparer la stratégie à suivre durant les conversations aurait affirmé qu'en dépit du soutien exprimé, l'armée aurait imposé certaines limites à la liberté de manoeuvre du président. En particulier, d'après cette source, les militaires auraient insisté pour que soient refusés des accords imposant des limitations aux opérations militaires de l'armée, ou un cessez-le-feu, sauf en cas d'approbation de ces accords par l'armée elle-même.

Le retard gouvernemental à répondre à la proposition des insurgés aurait provoqué de fortes critiques de ceux-ci envers l'Eglise catholique, accusée de "partialité envers l'une des deux parties, en croyant peut-être mettre de cette manière un terme au conflit, mais pas de manière juste". Jorge Villacorta, représentant du FDR au Costa Rica, aurait ajouté que Mgr Rivera y Damas se comportait "davantage en porte-parole du gouvernement que comme médiateur". Même si, d'après Mgr Rivera, les Fronts lui avaient fait des excuses pour cette déclaration, l'occasion avait été mise à profit par M. Duarte pour détourner l'attention de sa propre problématique.

Les attentes

Les difficultés d'organisation de la réunion, ainsi que le type même de réunion dont il s'agissait, laissaient prévoir qu'il n'en sortirait aucun accord majeur, mais au moins le minimum suffisant pour assurer la poursuite des conversations. D'après Mgr Rosa Chávez, "cette réunion n'aboutira à aucun résultat spectaculaire, mais j'espère qu'il en sortira un accord, aussi minime soit-il", car si un pas décisif n'est pas franchi, "les conversations peuvent se solder par un échec, cette fois définitif". Pour l'Eglise, l'accord portait sur une trêve durant les fêtes de Noël. Le même Mgr Rosa avançait "une trêve pour le mois de décembre, et non pas un cessez-le-feu", comme "un pas concret pour cette deuxième rencontre".

(1) Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et Front démocratique révolutionnaire (FDR), respectivement branche armée et politique de l'opposition (NdT).

Mais les deux parties en négociation ne semblaient pas envisager une trêve comme élément au programme (2). M. Duarte avait redit qu'"un cessez-le-feu est le dernier élément d'une recherche de paix", et réaffirmé qu'il n'envisageait "aucune possibilité de cessez-le-feu tant que nous n'aurons pas obtenu la réponse des Fronts "(à notre proposition) de modifier leur concept de "conquête du pouvoir par la violence". Il avait ajouté qu'un tel accord pourrait se faire "après que les rebelles auront décidé de s'intégrer au processus démocratique". De son côté, le colonel López Nuila, vice-ministre de la sécurité et membre de la Commission gouvernementale de négociation, aurait dit que les Fronts parlaient du cessez-le-feu "comme thème de propagande alors qu'ils sont à l'origine de la violence". Pour les Fronts, la possibilité d'une trêve dépendrait du gouvernement, puisque les Fronts l'avaient proposée à plusieurs reprises mais que celui-ci ne l'avait pas acceptée. Ils ont cependant renouvelé leur disposition à l'envisager ou même, d'après Héctor Oqueli, "un cessez-le-feu plus étendu".

Les déclarations préalables à la réunion manifestaient, pour le moins, des positions divergentes. M. Manuel Ungo, président du FDR, a annoncé qu'il fallait préparer des accords "sur plusieurs problèmes politiques concernant "les libertés publiques, l'humanisation de la guerre, ainsi que les aspects "relatifs à l'organisation de commissions de travail pour un forum national" afin "d'institutionnaliser le dialogue". Pour sa part, le gouvernement faisait part de ses craintes que "l'intégration d'autres secteurs" ne soit une manoeuvre pour "la relance des masses". En même temps, il exprimait sa volonté de voir discuter, ainsi que l'avait affirmé M. Rey Prendes, "la réponse "concrète à la proposition qu'avait faite le président Duarte lors de la première rencontre", proposition selon laquelle "il avait fondamentalement demandé aux Fronts de s'intégrer au processus démocratique et d'abandonner la "lutte armée". Dans cette perspective, M. Duarte a publié un communiqué de presse sur ce que le gouvernement estime que doivent faire les Fronts pour "humaniser le conflit" et "mettre fin à la violence", en échange de quoi il serait en état d'offrir, entre autres, une amnistie générale et de discuter les modalités d'un cessez-le-feu ainsi que l'intégration des rebelles au "processus politique".

Pour leur part, les Fronts, par la voix de Rubén Zamora et Héctor Oqueli, faisaient savoir qu'ils présenteraient un document pour une "solution globale" qui, entre autres choses, envisage de résoudre "la situation de double pouvoir" dans le pays (3). De plus, ils rechercheraient la façon de changer le dialogue en négociation.

La réunion

Effectivement, au cours de la réunion de près de douze heures à Ayagualo, les Fronts ont présenté leur proposition de négociations en trois phases. La proposition inclut pratiquement la quasi totalité des questions que l'armée et le gouvernement ont déclaré n'être pas négociables, de la formation d'un nouveau "gouvernement de consensus national" à l'intégration de l'armée rebelle aux forces armées. Des porte-paroles des Fronts ont fait savoir que la proposition était à prendre comme point de départ de la négociation, pour être discutée dans des rencontres futures. Bien que la proposition ne réponde pas directement à celle présentée par le président de la République à La Palma, elle n'en rejette pas moins la prémisse principale selon laquelle les choses ont radicalement changé en El Salvador. D'après la proposition des rebelles, en effet, "les causes qui ont conduit nos fronts à lutter par des

(2) La trêve a effectivement eu lieu durant les fêtes de Noël et de fin d'année du 22/12/84 au 3/1/85 (NdT).

(3) Le document est intitulé "Proposition globale pour une solution politique négociée et pour la paix", document rejeté par la partie gouvernementale (NdT).

"moyens politiques et militaires sont toujours en vigueur (...) Les escadrons de la mort n'ont pas disparu, ni les arrestations illégales, ni les tortures; tout cela est simplement devenu plus sophistiqué".

En dépit des rudes échanges au cours de la réunion, les parties ont publié un communiqué conjoint dans lequel elles manifestent leur volonté de continuer le dialogue, le fait d'être arrivées à un accord en matière de procédure et, sur la demande de l'Eglise, la libre circulation des véhicules et des civils sur l'ensemble du territoire national entre le 22 décembre 1984 et le 3 janvier 1985.

Ayagualo semble avoir montré les positions limites de chacune des parties. En dépit des très dures réactions gouvernementales ayant suivi la réunion, les parties ont renouvelé leur disposition à continuer de dialoguer. Cependant, la proposition des rebelles semble avoir apporté de l'eau au moulin des forces qui s'opposaient déjà aux discussions. S'il est vrai que toute négociation exige un minimum de confiance entre les parties en dialogue, Ayagualo n'y a certainement pas contribué.

2- Lettre ouverte du "Mouvement traditionnel catholique" à Mgr Rivera y Damas (décembre 1984)

Il est douloureux pour les catholiques d'avoir à critiquer leurs plus hauts dirigeants ecclésiastiques. Mais étant donné que le destin de notre religion et de notre patrie est en jeu, nous ne pouvons, comme Salvadoriens conscients de nos responsabilités civiles et soucieux de la vérité et du bien commun de ce peuple éprouvé, rester plus longtemps silencieux, immobiles et sans réaction devant vos ingérences répétées dans les affaires de l'Etat, sans parler de vos gestes politiques éhontés et teintés de gauchisme, en soutien ouvert aux terroristes assassins du FDR-FMLN.

Bien que cela relève de l'histoire du passé, il faut rappeler que, dans les années soixante-dix, se sont formés des petits groupes de prêtres "progressistes", protégés par l'archevêché et dirigés idéologiquement par les jésuites de l'Université centro-américaine; ces groupes ont poussé Mgr Romero, l'archevêque assassiné, à la triste et bien connue démagogie qui a débouché sur l'affrontement entre Salvadoriens, suscité la haine des classes et abouti à la destruction des structures économiques, politiques et sociales de notre pays.

En réalité, les curés "progressistes", sans doute animés par un idéalisme utopique, sont tombés dans l'énorme piège communiste. En effet, tandis qu'ils haranguaient le peuple du haut des chaires des églises ou des bureaux des écoles et des universités, en rejetant la responsabilité de la misère et de l'injustice sur l'inégalité notoire des richesses et sur l'oppression de "l'oligarchie", les communistes ont infiltré dans l'Eglise leur propagande, véritable machine de guerre idéologique et militaire dont il est sorti un fruit vénéneux: la théorie la plus avancée du communisme marxiste-léniniste dont l'un des auteurs, ici en El Salvador, est le jésuite J.I. Ellacuría (4), avec la dite "théologie de la libération" condamnée publiquement et à plusieurs reprises, grâce à Dieu, par Sa Sainteté le pape Jean-Paul II.

Sur la base de ces faits réels et dans un souci de vérité, nous pouvons vous dire ceci.

(4) Recteur de l'Université centro-américaine de San Salvador, tenue par les jésuites (NdT).

En soutenant le "progressisme catholico-communiste", vous autres, vous trahissez Jésus-Christ. En falsifiant l'Évangile et les phrases éloquentes et sincères de Sa Sainteté le pape, vous êtes responsables de la confusion ainsi créée dans le peuple croyant et non-croyant. Vous vous faites les protecteurs du terrorisme destructeur de notre patrie, ainsi que des milliers d'assassinats pratiqués en gros et partout au nom de la justice, lesquels assassinats ne bénéficient pas de la tutelle du Secours juridique de l'archevêché (5).

Vous êtes responsable de la formation d'une Église "populaire", qui n'est rien d'autre qu'un appendice subversif, cause de division de la Sainte Église catholique, et qui a aussi été condamnée par le pape.

Vous êtes également les protecteurs du complot communiste qui s'applique à dénigrer et détruire le dernier bastion qui peut encore contenir l'avancée du marxisme: l'Armée. Quand tombent ses héros et ses martyrs pour la défense de la liberté et de la démocratie, nous ne voyons pas sortir de protestations indignées ou de campagnes de propagande pour la défense des droits de l'homme en faveur des plus nobles défenseurs du peuple salvadorien.

Vous êtes, vous personnellement, responsable conjointement avec la pression internationale exercée sur M. Duarte (et venant s'ajouter à ses propres intérêts idéologiques et partisans) d'avoir forcé le pays à un dialogue stérile et à une négociation avec la subversion, même s'il faut pour cela aller jusqu'à une violation de la Constitution et des lois traditionnelles propres à tout état de droit et à la civilisation chrétienne. Il est inacceptable et criminellement dangereux pour la stabilité du pays de continuer à permettre qu'une minorité d'ecclésiastiques, sortis de leur véritable ministère pastoral, mènent notre patrie à une humiliante démission de nos valeurs: Dieu, la Justice, la Liberté, nos droits légaux et constitutionnels. **DÉSORMAIS, NOUS NOUS OPPOSERONS A LA POURSUITE DE CETTE COMÉDIE COMMUNISTE DU DIALOGUE POUR LA PAIX.** Nous ne voulons pas la paix des cimetières ni les camps de concentration sandinisto-communistes. Ce que nous voulons de toutes nos forces, c'est la vraie paix qui ne peut s'obtenir dans la dignité que par une défaite de l'ennemi, agresseur de notre patrie.

Vous êtes, par vos prédications, responsable de la haine de classes ainsi semée et fomentée. Au lieu de vous efforcer de changer et de transformer le cœur humain en l'ouvrant au bien et à la charité, vous favorisez l'envie, la haine et l'orgueil pour mieux subvertir et détruire nos structures, déjà si pauvres, à l'égal du jeu diabolique des communistes.

Vous êtes responsable de la tolérance envers l'endoctrinement marxiste-léniniste dans l'Université centro-américaine et dans certains collèges catholiques, qui continuent malheureusement à être des centres de subversion communiste. L'heure est venue de couper à la racine dans ce grave problème: que soient traduits devant les tribunaux et expulsés tous les directeurs intellectuels du communisme qui corrompt et prostitue le développement spirituel de notre patrie.

Vous êtes responsables des pressions sur le Haut commandement militaire par le biais des "cours d'humanisation du conflit et des droits de l'homme", véritable affaiblissement psychologique qui, joint à la guerre populaire prolongée de vos protégés, a permis une infiltration idéologique socialisante, laquelle s'emploie scandaleusement à occulter les faits réels ayant provoqué la mort de glorieux martyrs et héros nationaux qui luttaient, eux,

(5) Amalgame délibéré entre le bureau officiel de Tutelle légale de l'archevêché, pour la protection des droits de l'homme, et l'organisme Secours juridique faisant l'objet d'une violente campagne de dénigrement en El Salvador, en Allemagne fédérale et aux États-Unis (NdT).

sincèrement, patriotiquement et courageusement contre le communisme, à savoir les colonels Monterrosa et Calitto, les commandants Azmitia et Rivas, ainsi que des hommes de troupe, y compris un prêtre et son sacristain, lesquels n'étaient certainement pas de gauche puisque les groupes orchestrés de l'archevêché n'ont pas protesté au titre de la défense des droits de l'homme (6).

Enfin, et c'est le plus triste pour votre conscience, vous êtes le grand responsable de la tiédeur de tant d'âmes de bons catholiques, et de leur éloignement de l'Eglise pour chercher dans d'autres religions ce que l'homme porte en lui de par la loi divine: l'amour et non pas la haine de ses semblables.

Monseigneur l'Archevêque Rivera y Damas, Monseigneur l'Evêque auxiliaire Rosa Chávez, en tant que hauts dirigeants de l'Eglise catholique de Jésus-Christ, qui est une, sainte, catholique, apostolique et romaine, et au nom de tous les fidèles catholiques salvadoriens, nous vous demandons respectueusement:

- 1) Ne faites pas de politique, comme l'ordonne le Saint Pape!
- 2) Ne cherchez pas à recevoir des récompenses terrestres, ni des prix Nobel de la paix!
- 3) Appliquez-vous à exercer votre véritable ministère sacerdotal: Car si les pasteurs sont corrompus, que peut-on attendre de leurs brebis?
- 4) Occupez-vous d'enseigner à notre peuple les valeurs et les vertus du christianisme pour qu'il grandisse vraiment sur le plan humain et spirituel!
- 5) L'heure est venue de mettre définitivement fin à ces liens manifestes avec la subversion terroriste, car c'est vous tous qui en serez les premières victimes. Qu'il suffise de rappeler votre prédécesseur! (7)
- 6) Ne favorisez plus ces comédies de dialogue et de négociations pour la paix! Car vous savez bien que ce que veulent en fait les communistes c'est la totalité du pouvoir. Et si vous en doutez encore, regardez le triste exemple du Nicaragua voisin où l'archevêque Obando y Bravo a soutenu les sandinistes (8) et doit maintenant s'affronter à eux.

Mouvement traditionnel catholique

(6) Allusion à l'accident d'hélicoptère du 23 octobre 1984 qui a provoqué la mort du plus grand chef militaire sur le terrain. L'appareil a très vraisemblablement été abattu par la guérilla (NdT).

(7) Allusion à la thèse véhiculée par l'extrême-droite que Mgr Romero a été assassiné par l'extrême-gauche. L'allusion prend valeur de nouvelle menace d'assassinat (NdT).

(8) On sait en réalité que Mgr Obando n'a jamais été en faveur des sandinistes. Cf. DIAL D 1012 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 360 F - Avion 440 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441